

MAIDAN.CAT
SUR LES TRACES DE L'OTAN
DANS LE « PROCESSUS »
(sous-entendu le processus indépendantiste catalan)

Traduction de l'article : <https://laverdadocultablog.wordpress.com/2017/09/23/maidan-cat-tras-las-huellas-de-la-otan-en-el-proces/> (paru le 23 septembre 2017)

Par Jean-Luc Neveu, d'origine franco-espagnole, adhérent de l'UPR de Gironde (mini-biographie en dernière page). Relecture par Olivier LOISEL responsable UPR Gironde.

- DEBUT DE LA TRADUCTION DE L'ARTICLE -

- Prologue

Depuis "Colectivo Utopía", nous avons toujours défendu le droit de la classe ouvrière à ne pas être manipulée avec de trompeuses espérances "gauchistes", qu'elles s'appellent "15M" ou "Podemos". Durant ces dernières années nous avons réalisé un effort d'investigation titanesque pour montrer, de manière didactique et rigoureuse, que les supposés mouvements "populaires" étiquetés de "progressistes" ou "révolutionnaires" ne supposaient autre chose qu'une monumentale escroquerie contrôlée depuis en haut par les pouvoirs factuels (atlantistes, globalistes et surtout anticomunistes) qui, en connivence avec la bourgeoisie et les grandes corporations, ne prétendaient uniquement - au-delà de ses messianiques promesses - à tout changer pour que tout soit pareil.

Cependant, l'appui et la reconnaissance que nous avons reçus d'une bonne partie de la gauche durant toutes ces années, s'est évanouie soudainement dès lors que nous avons exprimé notre opinion sur le référendum d'indépendance dont il est prévu qu'il soit tenu le 1er octobre 2017 en Catalogne. Ce référendum est devenu un dogme de foi pour cette gauche à la dérive et sans idée claire de ce qui doit être sa mission aujourd'hui, qui soutient tout ce qui nuit ou remet en cause l'existence d'un pays, l'Espagne. Laquelle Espagne est alors, d'une manière maladroite et catégorique, liée inséparablement au franquisme. De là on en déduit que celui qui exprimerait ses doutes sur le caractère pro-USA, pro-UE, pro-OTAN et pro-Israël qu'exhibent les promoteurs de cette escroquerie appelée un référendum, serait un "traître" ennemi de la gauche; celui qui se demanderait si le "Procès" (Processus) ne bénéficierait pas plus à la bourgeoisie indépendantiste qu'à la classe ouvrière catalane, est immédiatement traité de "franquiste proche du Parti Populaire de Mariano Rajoy". Et naturellement, n'importe qui qui oserait exposer les nombreux liens que le souverainisme catalan maintient avec les think tanks américains et les fondations de Georges Soros serait traité de "conspirationniste" et "d'agent de la gauche tricorniste".

Mais comme vous allez le voir, la vérité ouvre un chemin indépendant d'intérêts, de désirs ou d'opinions particulières de qui que ce soit. En employant exactement la même méthode que nous avons utilisée jusqu'à présent, c'est le moment de démontrer que ceux qui vendent avec le plus d'ardeur le processus souverainiste de la Catalogne comme un mouvement émancipatoire et libertaire, sont les ennemis impitoyables et les plus vigoureux de la classe ouvrière : les mêmes chiens de toujours, mais avec un collier différent.

Par ailleurs, comme il fallait s'y attendre, les médias espagnols ont lancé une campagne contre la Russie en propageant la théorie absurde que c'est le Kremlin qui tient les fils du référendum catalan.



[Lien vers l'original](#)



[Lien vers l'original](#)



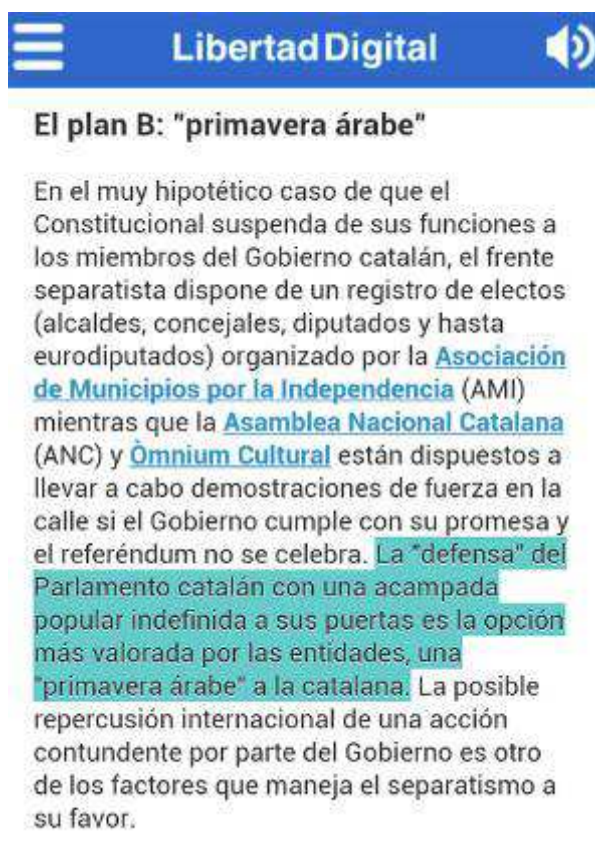
[Lien vers l'original](#)

C'est le moment de ne pas nous laisser emporter par l'avalanche médiatique et d'analyser la situation en Catalogne et en Espagne avec un peu de perspective.

-1ère partie :

Bien que les manifestations qui se sont produites à Barcelone et dans toute la Catalogne en ont pris plus d'un par surprise, la vérité c'est que dans les deux mois précédents, il apparaissait dans les médias une multitude d'informations qui laissaient entrevoir que ces mobilisations n'étaient absolument pas spontanées mais qu'elles avaient été planifiées à l'avance.

Le 3 septembre 2017, Libertad Digital révélait "le Plan B" que les plateformes indépendantistes Nacional Catalana (ANC) et Òmnium Cultural avaient prévu dans le cas où le gouvernement espagnol prendrait des mesures pour empêcher le référendum : il s'agissait de mettre en marche un cycle de protestations dans le style du "printemps arabe".



Cinq jours après, le 8 septembre, El Español prévenait que les jeunesses de la CUP préparaient ce que ce média qualifiait de "Place Tahrir du séparatisme" :



Le 4 août, l'écrivain Bernat Dedéu écrivit un article intéressant pour elNacional.cat dans lequel il exprimait que ce dont aujourd'hui nous sommes témoins en Catalogne avait été préparé par la Généralité de Catalogne depuis déjà longtemps.

“il y a depuis longtemps des secteurs du souverainisme modéré qui soupirent car le 01-10 ne pourra pas avoir lieu de référendum d'autodétermination et que l'annulation du compromis du gouvernement de la part de l'exécutif du PP et de la judicature provoque un Euromaïdan massif dans les rues de la Catalogne et une prééminence logique de l'image d'une Barcelone avec des places remplies de gens protestant contre l'intolérance du gouvernement espagnol”.

(...)

Et c'est là qu'intervient la CUP : il y a déjà longtemps, un leader souverainiste m'a dit dans l'ombre que, si le référendum ne pouvait pas se faire, il fallait impulser une série de mobilisations massives et pacifiques à Barcelone. Il était très intéressant qu'il insiste sur le fait que les manifs seraient un succès de pression internationale tant que les fous de la CUP ne commençaient pas à brûler des containers et à lapider des policiers espagnols”.

De fait, le 9 septembre La Generalitat a émis un communiqué dans lequel, de manière assez hypocrite, elle a "écarté" la possibilité que nous puissions voir un "Maïdan" à Barcelone, qui serait en rapport avec la consultation convoquée le 1er octobre :



Ce démenti ne cadre pas beaucoup avec les déclarations faites par d'ex-hauts fonctionnaires de la Generalitat comme Andreu Más-Collel, qui de manière assez prophétique, a réussi à fantasmer sur un Maïdan en Catalogne, tel que nous a alerté un article de El País publié le 8 août.



[Lien vers l'original](#)

Curieusement, Más-Colell est actuellement membre du Conseil Consultatif de la Diplocat, l'agence pour la diplomatie catalane, comme vous pourrez le vérifier en cliquant [ici](#).

Pourquoi cette relation entre Más-Colell avec le Diplocat est-elle si importante ? Et bien parce que, comme l'ont dénoncé par le passé de nombreux médias, cette agence a bénéficié de donations du grand gourou des "révolutions de couleurs", le spéculateur financier Georges Soros :



[Lien vers l'original](#)

Autre donnée intéressante : peu avant de faire ces déclarations visionnaires, Más-Colell a participé à une conférence sur "Le populisme et la dignité humaine" donnée par Arthur Brooks, rien de moins que le président de l'American Enterprise Institute (AEI), un des think tanks les plus importants et influents des USA.



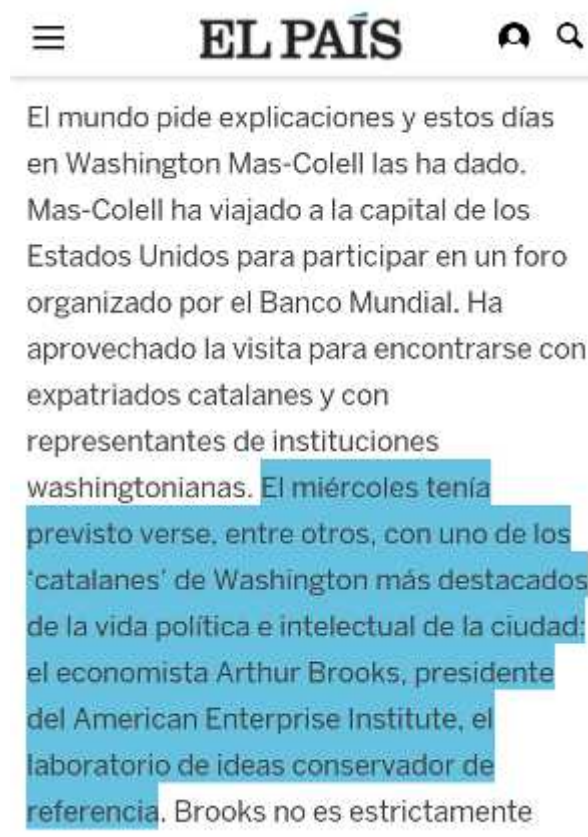
Le portail [ElNacional.cat](#) a fait référence à ladite communication, dans laquelle le président de l'AEI a profité de l'occasion pour révéler son adhésion à l'actuel projet souverainiste qui a été mis en place en Catalogne.



Sans doute peu de gens le savent, mais l'American Enterprise Institute est directement lié à l'histoire des "révolutions de couleurs". Sans aller plus loin, l'enquêteur Thierry Meyssan a accusé ce think tank d'avoir préparé avec Israël un "coup d'état pacifique" contre le gouvernement de l'Iran en 2002 :

Al confirmarse la oposición del Estado Mayor estadounidense a un ataque militar contra Irán, la administración Bush decide organizar una «revolución de color» en ese país. Decisión ratificada por la administración Obama. Y se abre por defecto el expediente de «revolución de color» que se había preparado en 2002 con Israel en el seno del American Enterprise Institute. Yo mismo publiqué en aquel entonces un artículo sobre aquel dispositivo [14]. Basta con remitirse a aquel artículo para identificar a los actuales protagonistas. Hubo pocas modificaciones. Se agregó una fase libanesa, con una sublevación en Beirut, en caso de victoria de la coalición patriótica (Hezbollah, Aoun) en las elecciones legislativas, que fue finalmente anulada.

Mais la relation entre Más-Colell et l'AEI est plus profonde encore que ce qu'il ne paraît. Dans une note publiée par El País en 2014, nous étions informés que, alors qu'il était encore Conseiller de la Generalitat, il avait mis à profit son voyage aux USA pour rendre visite à son ami Arthur Brooks :



De fait, Brooks a aussi eu le temps pendant son séjour en Catalogne de rencontrer Puigdemont et de rendre visite à ceux qu'il nomme lui-même "Ses amis de la Generalitat".



Cependant, ça n'est pas là l'unique relation que la Generalitat a maintenue avec des personnages très remarquables de l'establishment américain, nos surprises sur les identités de ceux qui sont les leaders du "processus référendaire" n'en étant qu'à leurs débuts.

- 2ème partie : la "connexion américaine" du référendum.

Une note publiée par el Economista Digital au mois d'avril dernier ne laissait pas de place au doute. Elle informe que *"Puigdemont se lance dans les bras d'ultralibéraux et d'anticastristes aux USA"* et ajoute *"Le président rencontre l'influente AEI, dont le leader défend que la Catalogne peut être le Hongkong de l'Europe"* :



"Le président catalan Carles Puigdemont aura une entrevue ce mercredi à Washington avec le président du champion de l'ultralibéralisme aux États-Unis, Arthur Brooks, qui est à la tête de l'American Enterprise Institute (AEI), le grand think tank idéologique qui nourrit depuis des décennies le Parti Républicain. Quelques heures plus tard, déjà programmé dans l'agenda du président, Puigdemont rencontrera trois congressistes républicains anticastristes, de la ligne dure du Parti Républicain, partisans du renfort de l'armée américaine. Il s'agit des congressistes pour la Floride, Mario Diaz-Balart, Lleana Ros-Lehtinen et Carlos Curbelo. Cela aura lieu dans le domicile privé de l'un de trois congressistes."

(...)

"Le président catalan déjeune ce mercredi avec Arthur Brooks, qui est marié à une catalane et qui a joué dans un orchestre à Barcelone. Avec Brooks, Puigdemont veut analyser l'intégration future d'une Catalogne indépendante en Europe. Dans certaines interviews, le président de l'AEI, influencé par les lectures d'un économiste qui est pour lui une référence - le libéral indépendantiste Xavier Sala-Martin - a assuré que "la Catalogne pourrait être la capitale financière et commerciale de l'Europe, elle pourrait être le Hong Kong de l'Europe". C'est-à-dire, qu'il pourrait accomplir le rêve des ultralibéraux catalans, après avoir changé la Catalogne en espèce de paradis fiscal, ou de nouvelle Irlande, avec des impôts réduits pour attirer des investisseurs internationaux. Tout cela ne semble pas être le programme que défend l'ERC (European Research Council), ni que la CUP (Candidature d'Unité Populaire)

défend, ni le social-démocrate Pdecat (Parti démocrate européen catalan) lui-même que dirige maintenant Marta Pascal".

L'article fait référence à la tournée aux États-Unis qu'ont effectué, en avril dernier les membres d'une délégation de la Generalitat à la tête de laquelle se trouvaient Carles Puigdemont et Raül Romeva et dont l'objectif exprimé était de rechercher des appuis internationaux vis-à-vis du processus souverainiste.

Bien sûr, l'enquête journalistique qui explique le mieux l'importance réelle de cette "tournée américaine" (et ses surprenants résultats) est celui publié par Julio Cebrián pour le portail "De Verdad Digital" intitulé "Les étranges compagnons de l'indépendantisme catalan", où l'on constate la chose suivante :

"Dans la recherche de relations internationales et de centres de pouvoir qui pourraient parrainer "l'indépendance" de la Catalogne et celle d'un futur "Estat catalá" (État catalan), les USA se sont convertis en priorité".

De plus, cela pointe d'une manière très précise ce qui suit :

"Les journaux espagnols ont essayé de minimiser l'importance de la tournée de Puigdemont et de Romeva aux USA, en laissant croire que personne d'influent ne les a reçus. La réalité est justement l'opposé. En effet, ils ont eu une audience avec des représentants importants de l'establishment politique américain".



Là Puigdemont, Romeva et le reste des membres la délégation catalane ont obtenu l'appui de divers congressistes, le plus remarquable étant celui-là du républicain Dana Rohrabacher. Mais loin de tomber dans la tentation de rappeler ses liens supposés avec la Russie (comme l'a effectivement fait 99 % de la presse corporative), l'auteur préfère ressortir l'ample curriculum que Rohrabacher s'est bâti au service de l'agenda Impérialiste et de l'OTAN :

"La promotion de l'indépendantisme renforcé par Washington est une constante dans la carrière de Rohrabacher. Dans la guerre des Balkans de 1998, il était un actif partisan de l'aide militaire américaine à l'Armée de Libération du Kosovo. "L'indépendance" de ce petit pays obtenue des mains américaines l'a changé en grande base US, porte-avions de l'OTAN au milieu des Balkans. On connaît aussi une lettre écrite par Rohrabacher au Département d'État datée de 2012, qui recommande le sponsoring des mouvements séparatistes iraniens comme forme d'intervention dans ce pays".



Puigdemont junto al congresista republicano Dana Rohrabacher, uno de los artífices de la independencia de Kosovo.

Ensuite, Julio Cebrián dévoile le passé obscur d'Eliot Engel, l'autre des congressistes qui a montré son appui aux plans de l'indépendantisme catalan :

De plus, ils ont eu une entrevue avec Eliot Engel, un leader démocrate dans le Comité d'Affaires Étrangères du Congrès. Un autre défenseur enflammé de l'indépendance convenante du Kosovo à la fin des années 90. Il est un ami de Gerry Adams, de leader du Sinn Fein irlandais. De confession juive, il a des liens très forts avec le lobby israélien américain -il est aussi un partisan ferme de la déclaration de Jérusalem comme capitale d'Israël- et s'est opposé à Obama sur des sujets comme l'accord nucléaire avec l'Iran. Il a aussi travaillé dans les stratégies américaines d'intervention en Amérique latine et aux Caraïbes".



Puigdemont conversando con el Eliot Engel durante su estancia en EE.UU.

Finalement, le journaliste porte son attention sur la réunion déjà mentionnée qu'a maintenue la délégation menée par Puigdemont avec Arthur Brooks, le président de l'AEI :

"Mais ils ont été également reçus par Arthur C. Brooks, président de l'American Enterprise Institute (AEI), l'un des think tanks les plus importants (laboratoires d'idées) des républicains, étroitement lié au néo-conservatisme dur. Brooks qui a de la famille par alliance en Catalogne, a maintenu des contacts avec Artur Mas, mais aussi avec Aznar. Il est une connaissance théorique du nommé "conservatisme compatissant", une doctrine qui a soutenu les postulats 'néocons' des gouvernements de Ronald Reagan ou de George W.Bush. De fait, sont aussi des membres remarquables de l'AEI : Dick Cheney (le vice-président de Bush fils et considéré par beaucoup comme le vrai président de ce gouvernement) et d'autres faucons de cette administration comme Paul Wolfowitz (sous-secrétaire à la Défense) ou John Bolton (ambassadeur à l'ONU). En politique extérieure et en Défense, l'AEI s'est toujours fait remarqué comme partisan de la ligne dure à l'égard de n'importe quelle menace pour les USA, en poussant résolument les interventions militaires (Irak ou Afghanistan) ou les

opérations cachées de déstabilisation (Amérique latine, Syrie, Iran), ainsi que le durcissement de l'attitude envers la Chine".

Dans un "Rêve américain du souverainisme", le journal El País raconte ainsi la visite de Puigdemont à l'AEI :

La réception de Puigdemont par l'American Enterprise Institute (AEI), think tank le plus important (laboratoire d'idées) républicain est une ajoutée de son voyage,. Le président de l'AEI, Arthur Brooks, qui a de la famille par alliance en Catalogne, maintient le contact avec Mas. Brooks maintient aussi une relation avec l'ex-président José Marie Aznar, dont il a dit en 2010 au journal La Vanguardia "il est extrêmement intelligent". "J'aimerais que nous ayons plus de politiques comme lui aux États-Unis", a-t-il déclaré. À New York, Puigdemont a aussi brièvement rencontré James Carville, conseiller de l'ex-président Bill Clinton. Carville, qui n'a pas voulu apprécier le processus souverainiste devant les médias, est devenu célèbre dans un passé récent pour sa citation "the economy, stupid" et qui a fini par se convertir en devise de campagne de Clinton en 1992, c'est-à-dire : "les améliorations économiques sont plus importantes que n'importe quelle autre promesse politique".



Romeva y Puigdemont conversan con Arthur Brooks, presidente del AEI.

Bien que cela n'apparaisse pas dans l'article de Julio Cebrián, Puigdemont et sa délégation ont terminé leur tournée aux États-Unis par une rencontre avec l'ex-président des États-Unis Jimmy Carter, l'un des promoteurs (avec son inséparable conseiller Zbigniew Brzezinski) de l'Opération "Cyclone" contre l'URSS en Afghanistan. La rencontre a été patronnée et annoncée à grand bruit par le Diplocat.



Au vue de ce que nous vous avons exposé plus haut, peut-être est-ce le moment de nous poser la question suivante : pourquoi les grands médias mainstream ont-ils préféré mettre en relief les supposés (et indirects) liens des leaders souverainistes avec la Russie, au détriment de ceux, beaucoup plus forts, qu'ils maintiennent avec la fine fleur des hautes instances politiques américaines ?

Peut-être trouverons-nous une réponse dans les chapitres suivants.

- 3ème partie : ANC y Òmnium, les disciples catalans de Gene Sharp.

À ce stade, c'est un fait connu que les deux organisations principales qui ont poussé depuis le premier jour les mobilisations dans la rue sont l'Assemblea Nacional Catalan (ANC) et Òmnium Cultural.



Voyons maintenant : qui finance ces plates-formes citoyennes ? Une recherche réalisée par "El Confidencial" qualifie leurs comptes de "opaques" :

"La majorité sont assez opaques, ils ne publient pas leurs comptes ni ne donnent de détails sur ses mouvements, malgré le fait que le Code Civil de la Catalogne établit avec clarté cette obligation pour toutes les "associations déclarées d'utilité publique" qui reçoivent des subventions et d'autres aides économiques des administrations, ou captent des fonds publics comme mécanisme de financement".

Bien qu'Òmnium publie ses comptes au travers de sa page Web, elle ne permet pas non plus de connaître l'origine de ses recettes (surtout en ce qui concerne les donations privées) si bien que jusqu'à présent, nous n'avons que le témoignage des apports économiques qu'elle a reçus de la Generalitat :

"Òmnium, présidée depuis fin 2015 par l'entrepreneur Jordi Cuixart, est la seule qui rend ses comptes publics. Les derniers que nous avons, correspondant à 2015, mettent en évidence que

ses recettes surpassent les 5 millions d'euros et ses frais en personnel -55 employés- atteignent 1,4 millions. Malgré le fait qu'aujourd'hui elle ne reçoit plus d'aides publiques, les apports que la Generalitat a fait ces dernières années en sa faveur ont été décisifs pour son décollage et développement postérieur."

(...)

"Nous ignorons s'il y a d'autres recettes aujourd'hui puisque "l'ANC ne publie pas ses comptes et les seules données qui sont connues sont celles publiées par la presse".

Ce qui en effet est public et notoire c'est que les principaux leaders de ces organisations avaient planifié depuis au moins un an à l'avance le modus operandi et les différentes phases de développement de quelques protestations qui, selon ses idéologues, conduiront la société catalane vers l'indépendance.

Ainsi, l'ex-président de Òmnium et conseiller permanent de l'ANC, Quim Torra, a pressenti en 2016 ([cliquez ici pour voir la traduction -espagnole](#)) quelques mobilisations permanentes enveloppées d'une "scène gandhianesque" qui, selon cet écrivain, devaient se produire dans ce qu'il qualifiait de "derniers 100 mètres" d'une finale de course qui culminerait en un "processus constituant", voyant comme libératoire un "référendum unilatéral d'indépendance".

Dans le portail indépendantiste Ara, ce même Torra admet dans une interview que la "scène gandhianesque" de désobéissance civile à laquelle il fait référence dans ses théorisations est inspiré rien de moins que de l'enseignement du professeur américain Gene Sharp :

- (...) mais l'État ne permettra pas non plus de référendum.

"Alors nous devons aller vers des scènes gandhianesques de non coopération". Le schéma que j'explique a été théorisé par le professeur Gene Sharp, une des plus hautes autorités en matière d'action politique non violente : d'abord vous protestez, ensuite vous cessez de coopérer et finalement, en supplantant les institutions les unes après les autres. La loi du régime juridique catalan, c'est celle-là...

Finalement, cet avocat et éditeur a expliqué en détail en quoi consistait le plan sécessionniste qu'il avait imaginé sur le site Web de Naciodigital le (11 mai 2016) :

Selon le professeur Gene Sharp, trois formes d'actions non violentes peuvent être mises en place :

1. Protestation et persuasion (bien que phase symbolique et communicative)

2. Non coopération (un développement d'actions de résistance, avec des répercussions sociales et économiques -c'est-à-dire un boycott- et politiques -rejeter l'autorité-)

3. Intervention (altération normale de la société et création d'institutions alternatives pour substituer le pouvoir de l'adversaire aux formes parallèles de pouvoir populaire)

Nous ne sommes déjà plus dans la phase 1, mais depuis le 27/09 nous nous trouvons dans la phase de non coopération. Devant le jugement du plus haut représentant des catalans le jour d'exercer notre souveraineté, le rejet de n'importe quelle autorité qui essaie "de le juger" doit être total et absolu. L'indépendance est une ligne droite.

C'est-à-dire, selon le plan tracé par Torra, nous serions maintenant dans l'apogée de la phase 2 et sur le point d'entrer dans la phase 3.

Mais Torra n'est pas l'unique leader indépendantiste qui a publiquement montré sa vénération vers Gene Sharp. Liz Castro, une femme de lettres américaine qui a même été jusqu'il y a peu secrétaire national de l'ANC ([lire l'information de El País ici](#)), et qui fait maintenant partie de l'équipe de réseaux sociaux de cette organisation face à la campagne du prochain référendum, elle a diffusé un article pour le journal El Món (le 14 août de cette année) dans lequel, sous le titre séditionnel de "Faire chanceler le pilier de pouvoir le plus important du Gouvernement", elle menaçait les catalans d'utiliser les stratégies non violentes enseignées par trois des designers clefs des dénommées "révolutions de couleur" : il s'agit du groupe serbe Otpor, de Robert Helvey et du déjà mentionné Gene Sharp :

"Ces jours-ci, j'ai relu un grand livre de Mark et Paul Engler, "This Is An Uprising" ("c'est une révolte"). C'est un livre qui explique les systèmes populaires de changement et repasse les mouvements de droits civils aux USA, de la libération de l'Inde, de l'échec de Milosevic en Serbie grâce à Otpor, et beaucoup d'autres mouvements. Je le recommande vivement.

Gene Sharp explique que l'obéissance est la source du pouvoir politique. Ceux qui commandent dépendent de la volonté, des décisions et de l'appui du peuple. Si le peuple se refuse à coopérer, un leader, pour aussi fort qu'il soit, ne peut pas continuer. Il a besoin du peuple pour que le courrier arrive, pour lever l'impôt, pour traire les vaches.

Mais allons plus loin, vers les théories de Robert Helvey qui, au lieu de tant personnaliser cette complicité, explique qu'il y a certains des "piliers de pouvoir" qui donnent une stabilité structurelle à un régime. Ces piliers de pouvoir peuvent être les médias, les entrepreneurs, les églises, les syndicats, les fonctionnaires, la communauté éducative, les tribunaux, la jeunesse, et aussi des organisations culturelles et des activistes.

Selon Helvey, pour faire des changements transformateurs et pas seulement transactionnels, au lieu d'influer sur les pouvoirs factuels, ceux-ci doivent influencer directement sur le public directement via les piliers de pouvoir. Quand les piliers n'appuient plus l'actuel régime, celui-ci tombe par son propre poids".

Rappelons que Liz Castro et Quim Torra ont été deux des figures les plus proéminentes de l'Assemblea Nacional pendant ces dernières années. Dans les élections passées au secrétariat de l'ANC, Liz a occupé la toute première place, alors que pour Quim c'était la quatrième :



[Lien vers l'original](#)



Liz Castro près de Quim Torra, deux des intellectuels les plus en vue de l'ANC et d'experts en tactiques non violentes du professeur Gene Sharp.

(note d'Olivier LOISEL : « le 16/10/2017, Une juge d'instruction a décidé le placement en détention de Jordi Cuixart et Jordi Sanchez, qui dirigent respectivement les deux principales associations indépendantistes de Catalogne, Omnium Cultural et l'Assemblée nationale catalane (ANC). »

> <http://france3-regions.francetvinfo.fr/occitanie/pyrenees-orientales/independance-catalogne-manifestations-annoncees-contre-detention-2-dirigeants-catalans-1349475.html>)

Gene Sharp et la ANC

Par la Rédaction

2 Julio de 2017



N'importe quelle institution, formation ou groupe idéologique trouve l'origine ou boit à des fontaines qui lui ne sont pas propres. C'est ce qui arrive à l'ANC. Depuis le jour même où il a vu la lumière, ou alors même à l'état embryonnaire, il s'est demandé à quelle fontaine boire pour développer cette pensée qu'ils avaient et pour pouvoir la porter à bon port. **Ça n'est pas toujours qu'une idée ou un groupe d'idées embryonnaires arrivent à bon port, comme nous le vérifierons avec ce cas, grâce à son échec idéologique et intellectuel.**

Un membre de l'ANC a décidé de visiter l'Institution Albert Einstein. On lui avait parlé d'elle et il considérait ou considère son fondateur comme l'idéologue nécessaire pour ce genre de propos. Quelle-est cette institution ? **L'Albert Einstein Institute est une organisation fondée par Gene Sharp en 1983. Parmi ses objectifs, l'étude et la promotion de l'usage de l'action non violente pour "démocratiser" le monde.** L'Institution Albert Einstein a été accusée de s'être trouvée derrière les révolutions de couleurs : le nom collectif qu'a reçu une

série de mobilisations politiques dans l'ex-espace soviétique réalisées contre des leaders supposément "autoritaires" accusés de "pratiques dictatoriales", ou truquer des élections ou d'autres formes de corruption encore.

Sur son fondateur, nous pouvons dire qu'il est un philosophe, un homme politique, un professeur et écrivain américain connu de par son œuvre très fournie sur la défense de la non-violence comme lutte contre le pouvoir. **Il a inventé le terme "political jiu-jitsu" qui consiste à abattre son adversaire en le déséquilibrant par une manœuvre ou une tactique politique stratégique.**

En 2003 il a publié son œuvre magistrale et volume de chevet pour les idéologues intellectuels de l'ANC. Le livre porte le titre "**De la Dictature à la Démocratie. Un système conceptuel pour la libération**". Pour Sharp il y a quatre termes importants -ou clés- dans la planification stratégique de n'importe quelle libération. **La Grande Stratégie**, qui sert à coordonner et à diriger l'usage de toutes les ressources appropriés et disponibles (économiques, humaines, morales, politiques, organisationnelles, etc.); **La Stratégie**, qui est la conception de comment atteindre de la meilleure manière possible les objectifs dans un conflit, en agissant dans le domaine de la grande stratégie choisie; **La Tactique**, qui est l'usage des propres forces, pour obtenir un avantage maximal dans une situation limitée, et **La Méthode**, composée des armes spécifiques ou moyens d'actions (grève, boycott, résistance politique passive).

Tout cela est développé dans le cinquième chapitre quand il parle des méthodes de protestation et de persuasion non violentes. Celles-ci sont divisées en préceptes ou concepts formels développés ci-dessous :

- **Déclarations formelles** : des discours publics, des lettres d'opposition ou d'appui, déclarations d'organisations et d'institutions, déclarations publiques signées, déclarations d'accusation et d'intention et pétitions de groupe ou massives.
- **Communications avec un public plus ample** : slogans, caricatures et symboles; drapeaux, affiches et des pancartes; flyers, brochures et livres; journaux et autres publications; disques, radio et télévision; écriture dans le ciel et sur le sol.
- **Représentations de groupe** : actions de députés, remises burlesques de prix/récompenses, manœuvres de groupe, occupations de places publiques et élections burlesques.
- **Actes publics symboliques** : déploiement de drapeaux et de couleurs symboliques; utiliser des symboles vestimentaires/se vêtir de tenues symboliques; prière et culte; remise d'objets symboliques; se déshabiller en public; destruction de ses propres appartenances; lumières symboliques; exposition de portraits; peinture comme protestation; de nouveaux écriteaux et nouveaux noms, sons symboliques, réclamations symboliques; gestes grossiers.
- **Pression sur les individus** : harcèlement de fonctionnaires; moquerie de fonctionnaires; fraternisation; veilles.
- **Drame et musique** : satire et moqueries, interprétations théâtrales et musicales; chants; processions; marches; défilés; processions religieuses; pèlerinages, défilés de véhicules.
- **Collectes pour les morts** : duel politique, obsèques burlesques; obsèques-manifestations; hommages sur des tombes/dans les cimetières.
- **Des rassemblements publics** : rassemblements de protestation ou d'appui; meetings de protestation; meetings dissimulés de protestation; occupation d'un lieu et l'utiliser pour enseigner.
- **Séparation et renoncement** : abandonner un lieu (s'en aller en marchant); garder le silence; renoncer à un prix/ récompense; tourner le dos.

Comme nous pouvons le voir, l'essence de Sharp a été assumée par les idéologues de l'ANC. Plusieurs des aspects que lui pointe dans les termes de planification et les méthodes de

persuasion et de protestation, ils les ont portées jusqu'aux dernières conséquences. Et même, ils les portent maintenant jusque dans leurs actes patriotiques, lisez-donc Montjuich. Plus encore, **la feuille de route de 2016 et 2017 de l'ANC est un exemple clair de l'influence de Sharp dans tout le processus séparatiste qui est vécu en Catalogne depuis 2012.** Cette feuille de route dit la chose suivante :

Les définitions de politiques sociales, sanitaires, sur le travail, éducatives, culturelles, économiques et internationales qui répondent aux nécessités de la société catalane, ainsi que la dénonciation des obstacles financiers, juridiques et toutes autres choses qu'impose l'état espagnol pour amener ces politiques à leur terme.

Les accords et les compromis, ceux que nous avons déjà et ceux qui restent encore à tisser, avec des forces politiques et les organisations sociales partisans du droit de décider : syndicats, entités patronales et sociales, autour des outils du nouvel état et de la constitution républicaine.

La défense permanente dans une coordination avec les entités civiles et sociales en relation avec : la création de travail de qualité et l'impulsion de l'activité économique et patronale; les bases pour l'impulsion de la connaissance, du talent et de la créativité depuis l'éducation, les universités, les centres de recherche et de technologie et la culture; et un nouvel accord social pour blinder l'état du bien-être au bénéfice des personnes, et spécialement les plus vulnérables comme les vieillards, les immigrants, les jeunes et les personnes dépendantes.

Constater l'argument de l'impossibilité de pouvoir faire un référendum consensuel et inaliénable, puisqu'il faudrait obtenir avant, trois conditions invraisemblables pour la mentalité politique espagnole : 1°) la majorité au congrès des députés et au sénat pour n'importe quelle modification, application ou exclusion de nouvelles lois et articles, 2°) que cette majorité accepte la modification des articles qui interdisent l'inclusion de la loi du Droit à l'Autodétermination (le Droit à Décider) et que celui-ci soit inaliénable, et 3°) détermination puis exécution, jamais supérieures aux six mois de la législature qui l'approuve.

Comme le dit "el Eclesiastés" : "Ce qui a été, c'est ce qui sera, et ce qui s'est fait, c'est ce qui se fera, il n'y a rien de nouveau sous le soleil.". Et l'ANC démontre que non seulement ils n'ont rien inventé, mais qu'ils n'ont rien appris et qu'ils échoueront.

Source : <http://www.elcatalan.es/gene-sharp-la-anc/>

Qu'y a-t-il de vrai sur les accusations de "ElCatalan.es" contre l'ANC ? Il est difficile donner une réponse concluante, mais ce dont il n'y a pas à douter c'est de la connaissance profonde des tactiques de Gene Sharp que ces leaders indépendantistes exhibent dans leurs articles et même sur leurs comptes personnels de Twitter.



Certes, Liz Castro a aussi été dans le Diplocat de George Soros : sans aller plus loin, selon une enquête de "el Triangle", cette représentante de l'ANC a participé à la fin juillet à un atelier pour « jeunes » dédié à la **"Révolution Démocratique" (!)** qui a été financée par l'agence de para-diplomatie catalane :

elTriangle

25 SEPTIEMBRE 2017

ACTUALIDAD + OPINIÓN + CONFIDENCIAL + SUSCRÍBETE

TRENDING

Portada > Actualitat > Drets i justícia > Les JERC vuelven a 'mojar' en las ayudas del Diplocat

TAGS: JERC, DIPLOCAT

NOTICIAS RELACIONADAS: Diplocat subvenciona a las JERC

SUSCRÍBETE

ES LA CALLE

REDACCIÓN 25-09-2017

Las JERC vuelven a 'mojar' en las ayudas del Diplocat

COMENTARIOS: 1



Josep Maria Terricabras, eurodiputado de ERC

Las juventudes de ERC (JERC) han vuelto a ser beneficiarias por el Patronato Cataluña Mundo-Consejo de Diplomacia Pública de Cataluña (PCM-Diplocat) en la cuarta convocatoria de ayudas 'para la proyección internacional de las organizaciones civiles catalanas'. Y sigue siendo, como en ediciones anteriores, la única entidad juvenil vinculada a un partido político que obtiene este tipo de ayuda. La resolución definitiva de esta convocatoria se hizo pública el pasado 30 de junio.

Concretamente, las JERC ingresarán 2.770,35 euros para organizar un 'Encuentro internacional juvenil por la revolución democrática'. La edición del año pasado de este encuentro internacional subvencionado por el Diplocat se celebró en República el 8 de noviembre y participaron en él, entre otros, Liz Castro, de la Asamblea Nacional Catalana (ANC), el eurodiputado de ERC Josep Maria Terricabras (en la foto) y la directora general de Juventud de la Generalitat, Marta Vilalta.

Si vous voulez en savoir plus, lisez l'article de elcatalan.es : [“El Diplocat subventionne pour les JERC une rencontre sur "révolution démocratique"”](#).

Mais cela n'est pas tout : le 19 juin, quelques membres de l'ANC et d'Òmnium rencontraient une délégation de députés estoniens patronnée par le "Diplocat". Comme nous informe ["el Economista Digital"](#), durant cette rencontre ils ont essayé de convaincre ces députés que le cas de la Catalogne "est comparable à celui-là du Kurdistan" :



En tous cas, la constance avec laquelle les leaders indépendantistes parient sur les tactiques non violentes a sa logique, puisque au moins dès 2014, le propre leader indépendantiste **Oriol Junqueras** a montré un intérêt inusité aux œuvres du professeur Sharp :



Et c'est que la vénération pour cet "architecte des révolutions de couleurs" va jusqu'à permettre, sur page Web de la Generalitat, [de télécharger gratuitement un exemplaire de "De la Dictature à la Démocratie"](#) à travers l'ICIP (Institut Catalan International pour la Paix), l'un de ses satellites.

Mais maintenant attelons-nous à analyser quelle est la ligne qu'ont suivie les instigateurs de l'indépendantisme catalan sur les questions de politique extérieure.

- 4ème partie : Les pères du « processus indépendantiste » : fidèles serviteurs d'Israël et de l'OTAN.

D'entre tous les parents du "processus", se détachent au-dessus du reste les profils des leaders charismatiques du PDeCAT (anciennement Convergencia) Artur Más et Carles Puigdemont. Chez le premier des deux, se remarquent sa sympathie décidée pour Israël et son non moins ferme appui pour l'OTAN.



[Lien vers l'original.](#)



[Lien vers l'original.](#)

Et bien entendu, ses sympathies pour Israël ont été une constante ces dernières années :

Mas: "Como en Israel, en Catalunya también hay un pueblo determinado a ser libre"

"Como en Massachusetts y California, nos tenemos que dar un buen golpe", ha afirmado el expresidente al ser preguntado por la coexistencia territorial.



[Lien vers l'original.](#)



Quant à Puigdemont, il ne semble pas être non plus le candidat idéal pour recevoir un traitement de faveur de la gauche : il n'a jamais occulté sa position favorable aux intérêts des Etats-Unis et de l'OTAN, son appui à Israël et surtout, son antimarxisme insolent qui l'a amené jusqu'à aller comparer l'Union soviétique avec l'Allemagne nazie.





Il est clair que l'actuel PDeCAT n'est rien d'autre que la marque blanche de l'ancien "Convergencia", où se trouvaient des personnages comme **Víctor Terradellas** : dans une interview récente pour **VilaWeb**, l'ex-responsable des Relations Internationales de CRC a assuré qu'**Israël, l'Allemagne et les États-Unis** (dans cet ordre), seront les "alliés naturels" de la future Catalogne indépendante.

VilaWeb

PAÍS > PRINCIPAT

Víctor Terradellas: Israel, Alemania y Estados Unidos son nuestros aliados naturales '

Entrevista al ex-responsable de Relaciones Internacionales de CDC y presidente de CATmón

sin anuncios

Por: **Pedro Cardús**

Avec Oriol Junqueras, nous avons-là les trois quarts de la même chose : un partisan des "sociétés ouvertes" qui n'hésite pas à calmer les entrepreneurs catalans en leur garantissant qu'après l'indépendance, la Catalogne continuera à faire partie de l'Union Européenne.

Oriol Junqueras @junqueras

"We want to be a very open and integrated society"
 @ReutersSonyaD ens entrevista amb l'@anasurra.
 @ReutersWorld uk reuters.com/article/uk-spa ...

3:09 PM - Jun 20, 2017



Catalans woo immigrants in quest to split from Spain
 In a community hall in the Spanish region of Catalonia, two independence activists take the stage against a backdrop of red and ...
 uk.reuters.com

18 141 147



Son parti mérite un chapitre spécial "de gauche" : **"Esquerra Republicana per Catalunya" (ERC) s'est toujours montré partisan de l'Impérialisme de l'OTAN en Libye, en Syrie et dans n'importe quel autre lieu au monde où il soit nécessaire pour lui de l'être :**



Vous pourrez en lire plus dans l'article ["EQUO, ICV et ERC appuient l'intervention militaire en Libye"](#).

Non seulement cela, mais dans des conflits comme celui de la Syrie, son radicalisme contre le gouvernement légitime d'el-Assad surpassait de beaucoup celui de partis comme le Parti Populaire, le Parti Socialiste Espagnol et même Podemos (avec son trotskisme latent). C'est ainsi, qu'à la fin mai 2012, ERC a exigé au congrès l'intervention de la Cour Pénale Internationale contre le gouvernement syrien et le gel de tous les biens d'el-Assad :



Mieux encore, déjà en 2016, ERC avait accusé le gouvernement de Mariano Rajoy de permettre que des bateaux russes s'amarrent dans le port de la Ceuta (ville autonome espagnole sur la côte nord de l'Afrique ayant une frontière directe avec le Maroc) pour "appuyer les troupes du dictateur el-Assad", quelque chose que même un parti aussi atlantiste que le Parti Socialiste Espagnol n'avait pas osé récriminer :



L'attitude belligérante d'ERC contre le gouvernement syrien est parvenue à une telle extrémité, que la fondatrice du collectif pacifiste "**Des Yeux pour la Paix**", **Purificación González de la Blanca**, en est arrivée à se demander si les leaders de ce parti n'appuieraient pas consciemment l'État Islamique :



Mais peut-être y a-t-il une possibilité que l'accusation de Purificación González ne soit pas si égarée. Selon une enquête réalisée par **la Razón** et diffusée par "Libertad Digital",

l'ERC finance diverses fondations comme **Nous Cultural**, d'où nous savons que sont partis au moins 12 islamistes vers la Syrie pour grossir les files de l'État Islamique et d'autres groupes terroristes que el-Assad combat.



Le journal **El Mundo** a lui aussi réalisé une enquête très similaire, qui met en lumière l'appui financier qu'ERC a prêté aux groupes salafistes enracinés en Catalogne contre la promesse qu'ils appuient le processus souverainiste.



"Le propre ministre de l'intérieur, Jorge Fernández Díaz, l'a constaté le jour de l'opération, quand il a dénoncé le "prosélytisme utilisé avec des certains afin d'améliorer la cause de l'indépendantisme", en référence aux activités de la Fondation Nous Catalans, proche de CiU. (Convergència i Unió).

Ses mots ont généré un malaise dans les rangs souverainistes, mais en tous cas, comme l'ont expliqué des sources policières, un coup d'œil rétrospectif à la dynamique politique en Catalogne pendant ces dernières années permet de vérifier qu'il y a eu un rapprochement de Convergència et Esquerra avec le mouvement islamique dans la communauté.

Ces rapprochements ont laissé, de fait, des images criardes, comme celles qui accompagnent cette information. Sur celles-ci, on observe **Oriol Junqueras visitant une mosquée** et, sur la photographie principale, le leader d'ERC apparaît parlant à un individu, qui selon les Forces de Sécurité de l'État, a un frère qui s'est déplacé en Syrie pour combattre près de l'État Islamique. De fait, selon une information que détient la Police, **la personne qui parle avec Oriol Junqueras a été interrogée par les Mossos** quand, après avoir visionné des vidéos du conflit syrien répandues sur Internet, ils ont découvert que son frère était lié aux activités terroristes".

Il est possible que ces soupçons aient une relation avec cette autre nouvelle dévoilée par "el Confidencial", selon laquelle un media proche de ERC a annoncé que le futur service catalan d'intelligence serait conçu rien moins qu'en Israël :



"Dans l'information qu'il retweetait, Monfort affirmait que cette Agence de Cybersécurité" est le pas préalable pour le déploiement d'une propre intelligence pour un territoire indépendant "et reliait un voyage de Puigneró lui-même en Israël le dimanche passé (qui prend fin aujourd'hui) avec la création de ces services d'espionnage.

(...)

*La diffusion de cette information sur les réseaux sociaux par une personne du Secrétariat des Télécommunications -qui est autorisée à le faire- lui octroie un plus grand caractère officiel. Mais, en réalité, Puigneró s'est déplacé vers Tel Aviv pour assister au salon **Israel Homeland Security et Cibersecurity**, qui est célébré entre les 14 et le 18 novembre, dont il dit que c'est "le salon le plus important du monde dans le domaine de la cyber sécurité".*

La connexion de la Catalogne avec le sionisme est encore plus inquiétante qu'il n'y paraît. Dans une interview accordée en 2015, le diplomate de la Corée du Nord Alejandro Cao de Benós a assuré que, selon ses contacts de l'intelligence, ceux qui sont à la tête du processus indépendantiste ont prévu de livrer la souveraineté de l'État futur catalan à Israël.

UNE VIDÉO : Cao de Benós affirme qu'une Catalogne indépendante serait une colonie d'Israël.



Enfin, il nous reste à parler de Raül Romeva, l'actuel **Conseiller aux Affaires Etrangères, aux Relations Institutionnelles et à la Transparence de la Generalitat** qui, avant son étape dans **Junts per Sí (JxSí)** a milité dans le parti **Iniciativa per Catalunya Verds (ICV)**. C'est

le même personnage qui en 2011 proclamait dans le journal "Público" que l'option la plus "progressiste" passait par permettre que l'OTAN attaque la Libye pour empêcher à tout prix que Kadhafi batte les "rebelles". Dans un article intitulé "Libye : les Doutes, les certitudes et les raisons" le (29 mars 2011) il a écrit :

"Il y a trois manières de se placer devant la décision du Conseil de Sécurité d'intervenir en Libye. L'une est celle de ceux qui considèrent Kadhafi comme un révolutionnaire qui représente, près de ses amis Ahmadineyad, Chávez, Poutine ou Hu Jintao, l'unique espérance qui reste au monde de ne pas succomber à l'impérialisme occidental. C'est un raisonnement que je considère archaïque et que je ne partage pas du tout. Je dirai même que je me situe personnellement aux antipodes de cette forme de vision du monde et, que si le salut de la gauche passe par le sillage de ces cavaliers de l'Apocalypse, ne comptez pas sur moi".

(...)

"Le Conseil de Transition (les rebelles) ne garantit-il rien ? Non bien sûr, mais je présume qu'une victoire de Kadhafi aura des conséquences néfastes à court, moyen et long terme. C'est pour cela je suis de ceux qui pensent qu'avant tout, Kadhafi ne peut pas gagner".

Un autre communiqué pas moins répulsif de Els Verds sur la Syrie (dans ce cas, une proposition de résolution datée du 12 septembre 2013) et qui a été aussi appuyé par Raül Romeva ([cliquer ici](#)) demandait **"à l'UE et à ses États membres qu'ils convoquent un Conseil extraordinaire des Affaires Etrangères pour examiner la situation en Syrie et pour évaluer quelles mesures pourrait prendre l'UE pour appuyer d'une manière plus efficace les forces démocratiques de l'opposition syrienne"**.

C'est-à-dire, que Els Verds montrait son appui à la doctrine de l'OTAN d'armer et de financer les terroristes syriens contre le gouvernement légitime de ce pays.



Bien-sûr, il restera toujours possible de recourir à la CUP comme le parti "antisystème" qui, avec le temps, s'est converti en référant pour la gauche tant à l'intérieur comme à l'extérieur de la Catalogne. **Mais réellement, pour la question de la géopolitique, la position de ce parti est-elle si différente par rapport à celles de ses insoupçonnables compagnons de lit ?**

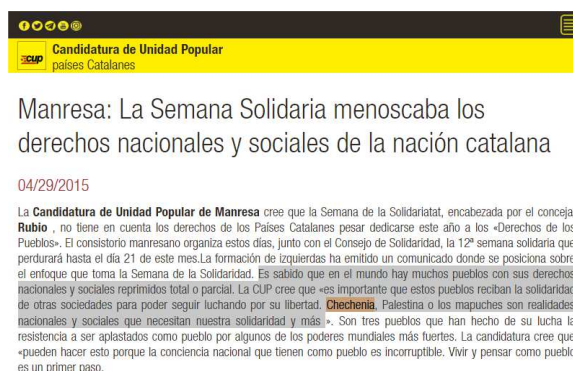
La CUP a résolument appuyé Leila Nachawati, l'agent de la CIA qui écrit les scénarios à l'OTAN et Israël en Syrie, en l'invitant comme conférencière dans ses journées sur le Proche Orient. Même le compte officiel de la CUP sur Twitter a assuré (dans un tweet qui a été posté plus tard) que Leila a offert **"une authentique leçon de géostratégie"** dans ladite communication :



Plus encore, les dirigeants les plus emblématiques de ce parti, comme Anne Gabriel, n'ont pas douté de faire l'éloge du philosophe trotskiste Santiago Alba Rico, connu pour ses postures pro OTAN et pour être l'un des fondateurs de cet engendrement né de la dissidence contrôlée appelée "Podemos" :



Et comme si ça n'était pas assez, la CUP s'est manifestée dans un communiqué émis au fil de la "Semaine de la Solidarité des Peuples Réprimés" qui appuyait le mouvement séparatiste tchéchène en Russie.



Peut-être l'explication de cette position si "propre" de la part des plus hauts dirigeants de ce parti se trouve-t-elle dans le fait que diverses organisations trotskistes comme "Lucha Internacionalista" et "En Lluita" soient maintenant intégrées à la CUP.

Donc, comme vous pouvez le voir, la gauche de ce pays (ou le peu qui en reste) a décidé de se suicider en se positionnant en faveur d'un référendum impulsé par des partis pro-atlantistes et sionistes au service de la bourgeoisie catalane, en faveur des confluences "Podemitses" vendues au globalisme et, avant tout, en faveur d'un parti trotskiste et non moins incliné vers l'OTAN comme c'est le cas pour la CUP.

- 5ème partie : Le CIDOB: un think tank souverainiste à la solde de Soros et de l'OTAN.

Mais ça n'est pas tout, loin s'en faut. Je ne sais pas si l'un de vous est au courant que le 27 septembre passé, le CIDOB (Barcelona Center For International Affairs) de Barcelone a organisé un marathon d'exposés intitulé "Syrie : un avenir sans dictature et sectarisme", et dont l'objectif était (maintenant que DAESH a été pratiquement annihilé en Syrie) de créer de nouvelles stratégies afin de destituer le président légitime de la Syrie, Bachar el-Assad.



Et il est indéniable que ces journées qui ont reçu l'appui organisationnel de la Mairie de Barcelone, présidé par l'infâme Ada Colau (qui, ces derniers jours, s'est positionnée en faveur du fameux "Droit à Décider").



Alors, inutile de rappeler que l'intégrant principal du Comité Organisationnel de ce cycle d'exposés n'a été autre que le déjà mentionné le "gourou trotskiste" Santiago Alba Rico :



De plus, rappelons que c'est précisément dans le CIDOB que collaborent Nicolás de Pedro et Marta Ter, les auteurs de la célèbre "liste noire de Soros", qui a été exposé à la lumière publique grâce aux filtrations du portail DC Leaks.

Mais: qui finance le CIDOB ? Dans la partie "financement" du site Web de ce think tank, nous pouvons vérifier qu'entre autres, il est financé par un département de l'OTAN et, bien entendu, par l'Open Society de George Soros.

Patrocinio de proyectos y actividades

< 10.000€	Programa Socis CIDOB
	European Parliament
	NATO Public Diplomacy Programmes
10.000 - 50.000€	Fundació Bancària La Caixa
	Foundation Open Society Institute
	German Marshall Fund
50.000 - 100.000€	Corporación Andina de Fomento
> 100.000€	

Evidemment, beaucoup penseront que le CIDOB est profondément anti-souverainiste après avoir lu que son président d'honneur n'est rien moins que l'ex-secrétaire général de l'OTAN Javier Solana, un ferme détracteur d'une Catalogne indépendante ...



Mais rien de plus loin de la réalité car comme le portail "el Economista Digital" l'a dénoncé en avril 2016, le conseiller à l'Extérieur du gouvernement catalan, le sécessionniste Raül Romeva, a livré le CIDOB à la cause souverainiste après avoir poussé à la démission son président du moment, Carles Gasòliba. L'article informait de plus que :

"Le patronat du think tank est contrôlé par des représentants indépendantistes des institutions publiques, avec la présence du Ministère de l'Extérieur, qui n'apporte pas de ressources économiques".



ED economíaDigital

POLÍTICA Y SOCIEDAD

Romeva se carga el CIDOB para entregarlo a la causa soberanista

■ El patronato del think tank lo controlan representantes independentistas de las instituciones públicas, con la presencia del Ministerio de Exteriores, que no aporta recursos económicos

Plus encore, dans une nouvelle postérieure reproduite aussi par "el Economista Digital" (cette fois en janvier 2017), nous étions informés que la nouvelle présidence du CIDOB échouait à **Antoni Segura**, un "**pari personnel**" du leader indépendantiste Oriol Junqueras.

POLÍTICA Y SOCIEDAD

Junqueras gana la batalla del CIDOB con la designación de Antoni Segura

■ El historiador, especialista en Oriente Medio, dirigirá el organismo con el que el Govern quiere exportar el proceso soberanista

Economía Digital

El catedrático Antoni Segura, entrevistado por el programa Para Todos, de TVE.

Mais il faut garder en mémoire que le CIDOB agit déjà depuis de nombreuses d'années en faveur de la cause souverainiste. Par exemple, en juillet 2015 il a présenté, avec la Fondation CEPS, un rapport économique devant l'Union Européenne **dans lequel était avalisée la viabilité de l'indépendance de la Catalogne**. Des médias comme "El Confidencial" ou "la Vanguardia" se sont fait l'écho de la répercussion de ce rapport.

CDC y ERC presentan informe en Bruselas sobre viabilidad de la independencia

El informe del informe de viabilidad de la independencia de Cataluña, presentado por el CDC y ERC, se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015. El informe, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015, es el resultado de un estudio realizado por el CDC y ERC, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015.

El informe, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015, es el resultado de un estudio realizado por el CDC y ERC, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015.

El informe, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015, es el resultado de un estudio realizado por el CDC y ERC, que se ha presentado en Bruselas, España, el 11 de julio de 2015.

[Lien vers l'original.](#)



Il faut savoir que le think tank CEPS, qui a collaboré avec le CIDOB dans la réalisation de ce rapport favorable à l'indépendance de la Catalogne, n'a rien à voir avec sa fondation homonyme qui est à l'origine de Podemos. En réalité, le Center for European Policy Studies est un réservoir d'idées au service de l'Union Européenne qui a fréquemment collaboré avec l'OSIFE de George Soros ([cliquer ici](#)).

Mais cela n'est pas tout, parce que le 6 octobre prochain, il faudra être très attentif au séminaire que le CIDOB organisera sous le titre "**la Sécession et la contre-sécession : Une perspective depuis les Relations Internationales**", lequel sera destiné à la recherche de stratégies pacifiques afin de légitimer internationalement le processus séparatiste. La présentation du séminaire explique la nature de ses objectifs :

Objectif

Les mouvements sécessionnistes en Europe sont devenus plus visibles ces dernières années. De la Catalogne et l'Écosse au Kurdistan et jusqu'au Kosovo, les nations ont essayé de se séparer de leurs états hôtes avec divers degrés de succès. Ces défis représentent les aspirations des nations sans état à gagner une indépendance, et ont une valeur. Mais ils représentent aussi des défis pour l'ordre politique, tant à l'intérieur des états comme dans tout le système international. En termes normatifs, il s'agit d'un affrontement entre le droit des nations sans état à l'autodétermination et le droit des états de maintenir leur intégrité territoriale.

La violence a été historiquement utilisée pour résoudre les conflits territoriaux mais durant ces dernières décennies, il s'est produit un remarquable changement vers des moyens pacifiques, probablement grâce à leur efficacité. La dynamique de la sécession (et la contre-sécession) s'est radicalement transformée et une large gamme d'académiciens et d'experts examinent maintenant cette relation dyadique au niveau local, national et international. Malheureusement, il a été prêté beaucoup moins d'attention à l'examen des interactions entre le niveau national et international et comment elles affectent le développement, la mobilisation et les stratégies pratiquées par les mouvements sécessionnistes contemporains.

Ce séminaire examinera les formes dans lesquelles les politiques de sécession et de contre-sécession ont été moulées par la politique internationale. Les participants seront invités à répondre aux questions suivantes : comment l'appui interne interagit-il avec le contexte

international ? Quelles sont les stratégies qu'adoptent les mouvements sécessionnistes quand ils cherchent l'indépendance et comment varient-elles ? Comment les leaders sécessionnistes gagnent-ils une légitimité aux yeux de leurs audiences locales, nationales et internationales ? Le succès à un niveau compromet-il le succès à un autre ? Comment les politiques et les changements dans les normes internationales influent-ils sur les stratégies et le degré de succès des efforts indépendantistes ? Comment les organisations régionales comme l'Union Européenne affectent-elles les résultats sécessionnistes ?

Pour donner une réponse à toutes ces questions sur la base d'études de cas concrets, le CIDOB a décidé d'organiser deux activités : d'abord, la conférence "**les Nations et les états en Europe : Le cas catalan**" qui aura lieu le 5 octobre au CCCB et ensuite, le séminaire international "**une sécession et une contre-sécession : Une perspective de Relations Internationales**" qui se tiendra le 6 octobre au CIDOB. Ce séminaire réunira des experts de renom mondial avec l'objectif d'analyser les mouvements sécessionnistes depuis une perspective comparative et d'établir des réseaux transnationaux de connaissance et de dialogue dans cette aire d'étude.

C'est ainsi que, comme vous pouvez le vérifier, le CIDOB -financé par George Soros et l'OTAN- a appris à assembler à la perfection ses plans indépendantistes avec les intérêts géostratégiques et impérialistes de l'Union Européenne et de l'OTAN.

- 6ème partie : Les étranges référents et "amis" du processus.

Le cas des internationaux référents, dont les promoteurs du processus s'inspirent pour atteindre leur objectifs, mérite une mention spéciale. Peut-être que le principal d'entre eux est-il le **Kosovo** (changé en colonie de l'OTAN), un pays auquel le souverainisme catalan a recouru dans de nombreuses occasions comme s'il s'agissait d'un "exemple d'indépendance" :





Un autre des grands référents des nationalistes est le Kurdistan, une région en voie de se convertir en colonie de l'OTAN qui, il y a seulement quelques jours, a célébré un référendum qui a pu compter sur l'appui d'Israël. Nous avons un échantillon de cela chez le député d'ERC Oriol Amorós, qui n'a pas douté de faire l'apologie de l'indépendantisme catalan après avoir accepté la requête d'une télévision kurde.





Pour en savoir plus à ce sujet, nous vous recommandons de lire l'article de la Gazette "**Le séparatisme explique le "Processus" aux catalans du Kurdistan**".

Bien-sûr que ces échantillons de sympathie de la part de l'indépendantisme catalan ont été rapidement reprises par les Kurdes de Rojava avec la vidéo suivante :

VIDÉO : les Kurdes de Rojava montrent leur appui au référendum de sécession en Catalogne :



(Cliquez sur l'image)



Mais il reste encore à parler de la Tchétchénie. Parce que s'il y a bien une autorité en Espagne qui s'est acoquinée avec le séparatisme en Russie, c'est la Generalitat de la Catalogne, qui finance depuis déjà de nombreuses années l'ONG "**Txetxenia**" (www.txetxenia.org), poursuivant avec ça la vieille tradition initiée par la CIA d'injecter de l'argent et de promouvoir des groupes d'opposants dans certains pays bien choisis pour pousser à la déstabilisation de leur gouvernement.



La personnalité la plus remarquable qui a montré sa solidarité vers l'indépendantisme catalan est sans doute **Julian Assange**, qui depuis le début a comparé les premières protestations de Barcelone à la place **Tian'anmen** :



(Cliquer sur l'image)

En effet, ce bon Julian n'a pas tardé à affirmer que soit l'Espagne permet l'indépendance de la Catalogne soit nous serons acculés à une "**guerre civile**".



[Lien vers l'original](#)

Mais curieusement, quand un tweeter lui demande son opinion sur les référendums dans le **Donbass** et en **Crimée** (dont les promoteurs, au contraire des dirigeants catalans, ont manifesté sans fissures leur rejet de l'OTAN), Assange préfère "**ne pas se positionner**" puisque la "**propagande russe**" fait que la situation est "**difficile à juger**".



(Cliquer sur l'image)



Mais l'enthousiasme avec lequel la gauche a repris les paroles d'encouragement de la part d'Assange met seulement en évidence sa surprenante "mémoire courte". Personne ne se souvient déjà des origines obscures de Wikileaks et de ses liens originaires avec l'Open Society de George Soros et du NED. C'est pour cela même qu'il est vital de rappeler des articles comme celui de Michel Chossudovsky : "[Qui est derrière Wikileaks ?](#)".

Rappelons-nous aussi comment depuis le site Web de Democracy Now! Assange lui-même s'est vanté de ce que lui et Wikileaks ont joué un rôle clef dans cette énorme opération d'intelligence au service des intérêts des États-Unis et de l'OTAN appelé le "Printemps Arabe" :



Cette gauche ne semble pas non plus se rappeler ce moment crucial pour la guerre en Syrie avec les dénommés "Syria Files", une série d'accusations contre le gouvernement de Syrie lancées par Wikileaks. Le site Web de cette page se présentait avec ces mots :

"Aujourd'hui 5 juillet, WikiLeaks a commencé à publier les "Syria Files" -plus de deux millions d'e-mails de personnalités de la politique syrienne, de ministères et de compagnies associées à la Syrie, datées d'entre août 2006 et mars 2012.

Cet extraordinaire ensemble de données provient de 680 entités ou noms de domaine rattachés à la Syrie, en incluant ceux des Ministères des Affaires Présidentielles, des Affaires Etrangères, de l'Économie, de l'Information, du Transport et de Culture.

Durant les deux prochains mois, de "touchantes" histoires, provenant de ces fichiers, apparaîtront dans WikiLeaks (global), Al Akhbar (Liban), Al Masry Al Youm (Égypte), ARD (Allemagne), Associated Press (Etats-Unis.), L'Espresso (Italie), Owni (France), Publico.es (Espagne). D'autres médias se feront connaître à mesure que se rapprocheront les dates de publication".

Público s'est largement félicité d'être le média choisi pour diffuser les calomnies répandues par Wikileaks contre ce "méchant régime" Syrien :



Que peut dire Assange sur cette attaque en forme d'accusations qui a été perpétrée contre un gouvernement comme celui de la Syrie qui, juste au même moment, était victime de l'une des pires agressions Impérialistes de l'Histoire ? Et que pense la gauche anti-impérialiste quand elle se montre flattée devant les déclarations d'Assange dans lesquelles il appelle à la rébellion en Espagne, en sachant qu'elles émanent d'un personnage avec un historique aussi sinistre ?

Après, nous pouvons parler de Leila Nachawati, déjà mentionnée, l'amie des salafistes en Syrie (agent des plus classiques de la CIA), qui depuis le principe s'est solidarisée avec les mobilisations de Catalogne et contre la "répression".



(Cliquez sur l'image)



(Cliquez sur l'image)

Une autre "célébrité" s'est jointe pour exprimer appui aux nationalistes catalans, c'est **Owen Jones**, le gourou britannique de la "nouvelle gauche" qui un jour est devenu célèbre pour appuyer les assassins de l'OTAN contre Kadhafi et el-Assad.



(Cliquez sur l'image)

Enfin, comment ne pas parler de NOVACT, l'ONG dédiée à la non-violence dont nous avons déjà parlé ([cliquez ici](#) pour voir notre rapport) et qui, dans ce cadre, s'est montrée très active en encourageant les mobilisations dans toute la Catalogne comme on le constate dans les tweets suivants :

**Des de NOVACT - Institut Internacional per a l'Acció
Noviolenta condemnem les vulneracions de drets
civils i polítics fonamentals que es venen succeint els
últims dies a Catalunya i recolzem tota mobilització
noviolenta per preservar-los.**



Cliquer sur l'image)



Cliquer sur l'image)



Cliquer sur l'image)

Rappelons que NOVACT fut aussi très impliquée en entraînant et en conseillant les activistes de l'Euromaidan d'Ukraine, un fait que cette ONG catalane n'a jamais caché :



(Cliquer sur l'image)

Pour qui ne le sait pas, NOVACT est une ONG au service des intérêts de l'impérialisme qui s'attache à répandre les méthodes de résistance civile pacifique de Gene Sharp et l'organisation serbe Otpor/CANVAS, les deux directement rattachées aux "révolutions de couleur".

L'une des méthodes les plus utilisées par Otpor/CANVAS est celle de remettre des fleurs aux forces de l'ordre déployées (CRS locaux ou militaires) avec le double objectif de miner le moral de ces agents et de gagner la faveur de l'opinion publique mondiale en montrant la dichotomie symbolique entre la "**Paix**" (la citoyenneté) en face de la "**répression**" (l'État).

Sin embargo, el modus operandi de la revolución del Cedro sigue meticulosamente el procedimiento de las revoluciones de color orquestadas por CANVAS. Entre los 199 métodos de acción no violenta de la lista del manual de CANVAS (distribuido gratuitamente en Internet), podemos citar como ejemplo el n°33: « La fraternización con el enemigo » que se expresa con la distribución de flores alas fuerzas del orden (en general por medio de jóvenes y bellas mujeres) [16]. Este método se vio en todas las revoluciones de colores, en los países árabes primaverales como en Hong Kong durante la revolución de los paraguas. [16].



Una chica distribuye flores a las fuerzas de orden libanesas (febrero de 2005)

[Lien vers l'original](#)

Alors, nous avons vu cette tactique de guerre psychologique dans une multitude d'occasions durant les mobilisations en Catalogne, spécialement celles qui ont eu lieu lors de la célébration du référendum le 1 octobre.



Andrei Kononov
@andrei_kononov

Follow

Los secesionistas han utilizado los métodos pregonados por Gene Sharp y Otpor/CANVAS durante todo el referéndum.

2:17 PM - Oct 2, 2017

32 25

(Cliquer sur l'image)



Andrei Kononov
@andrei_kononov

Follow

El padre finge tropezar para buscar la ayuda del policía, momento en el que le entrega la flor. Todo calculado.

2:20 PM - Oct 2, 2017

2 13 7

(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)

Et il semblerait que les tactiques de Sharp et d'Otpor employés par les nationalistes aient atteint leurs objectifs, car la plus grande part de la presse internationale depuis **The Guardian** jusqu'à la **CNN**, ont montré les manifestants indépendantistes comme des victimes face à ce que l'on qualifiait de "**brutale répression**" des autorités espagnoles.




Home


'The shame of Europe'



DISPUTED INDEPENDENCE VOTE

Catalonia condemns Spanish government action as 465 injured in clashes with police

FC Barcelona bars public from match amid Catalan vote chaos

Riot police break into polling station


English US Français Deutsch Español Türkçe Italiano Hindi العربية
Search

'The shame of Europe'



Catalonia condemns Spanish government action as 465 injured in clashes with police

FC Barcelona bars public from match amid Catalan vote chaos

Riot police break into polling station

In photos: Rubble, bullets and broken polling stations

Catalan referendum, explained



Trump, Tillerson 'wasting his time' on North Korea

Texas governor's plan to build a border wall

U.S. military 'will take it to the next level'

North Korea: What's next?

AGUILLAS: Trump's 100th birthday

Sen. John McCain: 'We're going to win'

Canada: Is it an election year?

ES: The future of the EU

Black Lives Matter: What's next?

As Trump's 100th birthday, looking back at his life

How long will it take to build a wall?

AGUILLAS: Trump's 100th birthday


EL PAÍS
@el_pais
Follow

CNN titula su web con "La vergüenza de Europa", citando a Turull. Así cuenta el día la prensa internacional

[ow.ly/1/82130fyCda](https://www.elpais.com/story/1/82130fyCda)

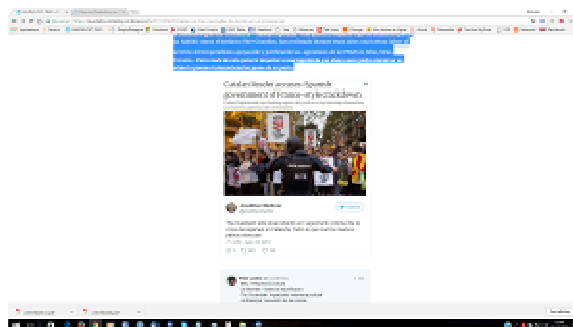
9:38 PM - Oct 1, 2017

48 472 310

(Cliquer sur l'image)



À ce point, c'est très curieux, la cécité de cette gauche si centrée sur la critique du "régime franquiste de 78", au point qu'elle est incapable de réfléchir à propos des contradictions dangereuses dans lesquelles elle tombe. De telle sorte que beaucoup ne se sont même pas aperçus de ce que la majorité des médias occidentaux qui ont critiqué la "sauvage répression" du gouvernement espagnol (dont nous ne doutons pas qu'elle ait existé), comme le britannique The Guardian, ont aussi réalisé pendant des années un travail intense au service de l'Impérialisme en appuyant et en justifiant les agressions de l'OTAN en Libye, en Syrie, en Ukraine... Mais rien de cela ne semble importer à une gauche qui maintenant gonfle la poitrine tandis qu'elle voit comment la presse internationale se range à ces côtés.



(Cliquez sur l'image)



(Cliquez sur l'image)

Et puisque nous parlons d'appui médiatique, il ne serait pas de trop d'analyser un instant le rôle de l'entrepreneur multimillionnaire Jaime Roures, qui a été chargé d'organiser le Centre International de Presse du « 1-O » (1^{er} octobre 2017), comme nous en a informé Libertad Digital :



Le trotskiste Roures est le fondateur de Mediapro et de Público, un média "de gauche" qui, entre d'autres calamités, a résolument appuyé l'invasion de l'OTAN en Libye :



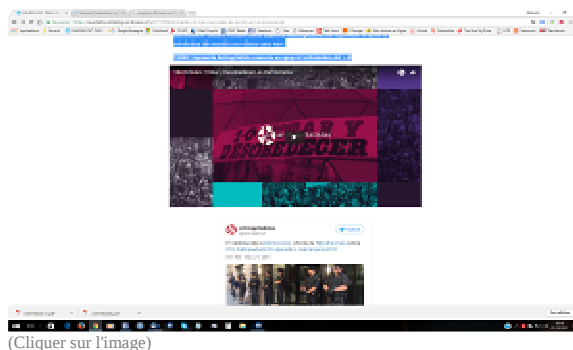
N'oublions pas que, durant tout le Processus, Roures a eu un rôle principal "dans l'ombre" difficile à nier après avoir patronné, une semaine avant que ne commencent les mobilisations, un "dîner secret" entre le leader de Podemos Pablo Iglesias (dont il se dit qu'il est l'ami intime) et le leader indépendantiste Oriol Junqueras.



[Lien vers l'original.](#)

Certes, Roures n'a pas été l'unique trotskiste qui a mis "le paquet" pour aider le nationalisme catalan. Des partis comme Izquierda Anticapitalista ont exprimé leur appui au référendum de sécession avec des vidéos comme celle-là :

VIDÉO : la Gauche Anticapitaliste montre son appui au référendum du 1-O.



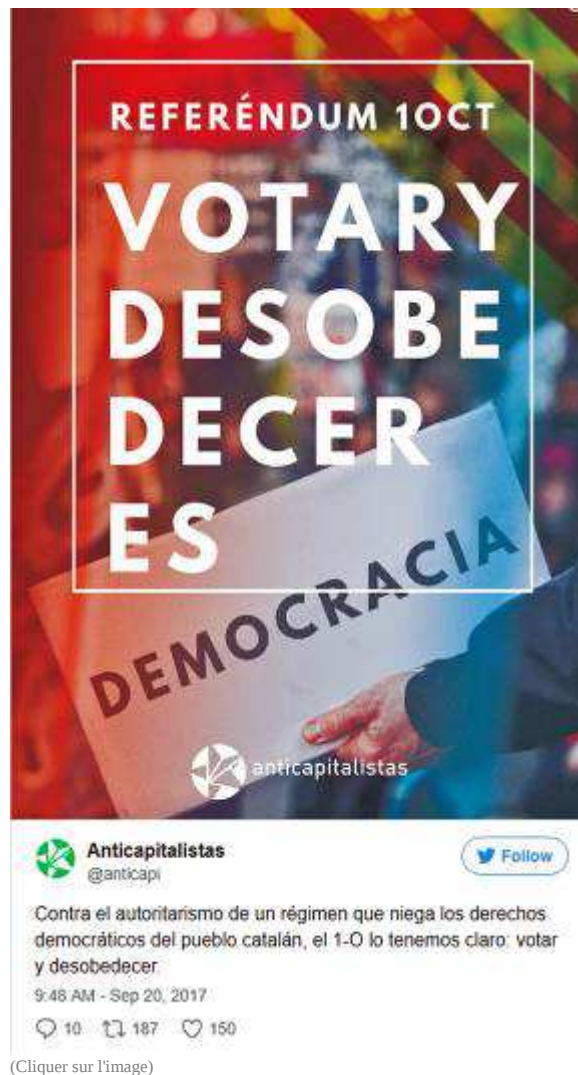
(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)

De plus, comme vous pouvez l'observer ci-dessous, la **IV International Trotskista** s'est positionnée en faveur du référendum indépendantiste sans aucune modération :



[Lien vers l'original](#)

Bon, nous savons par expérience que les trotskistes n'appuient jamais de mobilisations qui ne bénéficient pas aux intérêts du grand capital et de l'OTAN... : **peut-être s'agit-il cette fois d'une exception ?**

-7ème partie : Le Processus, contrôlé par George Soros et l'OTAN.

En mars 2016, un article apparu dans "La Vanguardia" a assuré que la Generalitat avait passé un contrat avec **Independent Diplomat**, une "consultante diplomatique spécialisée en conflits et processus d'indépendance" qui avait été choisie "pour expliquer le processus souverainiste catalan dans le contexte international". Ce qui est curieux c'est que les efforts du **Partido Popular** pour trouver plus d'information à ce sujet n'ont pas donné les fruits désirés.



Un mois plus tard, Vozpópuli parlait de "silence et de mystère" au sujet des recherches réalisées jusqu'ici avec pour objectif, d'en savoir plus sur cet énigmatique "**lobby nord-américain**" qui depuis 2015, impulse et pose les règles du processus souverainiste catalan dans une collaboration étroite avec la Generalitat :

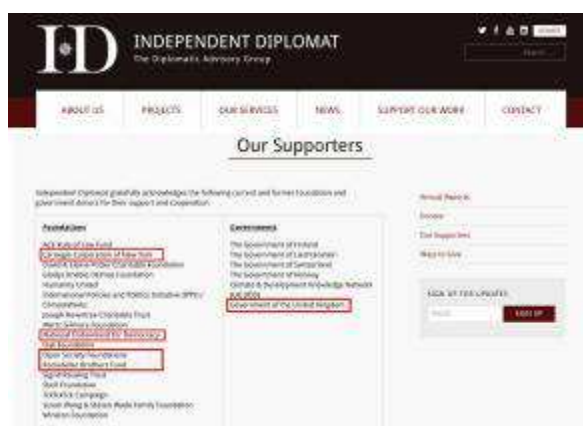
Tres años después no se sabe lo que costó el lobby contratado por Artur Mas para impulsar el 'proces'

La contratación del grupo de presión que quiere potenciar la independencia de Cataluña sigue siendo un misterio en cuanto a "costes, contratos y trabajos" que ha realizado la Generalitat en estos tres años. PP y PSC piden conocer los detalles y exigen al Gobierno de Puigdemont una "mayor transparencia".



Silencio y misterio es lo que envuelve al lobby norteamericano **Independent Diplomat** cada vez que los grupos parlamentarios en el Parlamento de Cataluña preguntan por él. Y es que la transparencia se convirtió en papel mojado las veces que estos han presentado mociones para que el Gobierno de Mas rindiera cuentas sobre este grupo de presión contratado en 2013 y conocido por haber asesorado en los procesos de secesión de países como Somalilandia y Sudán del Sur.

Bien, qu'y a-t-il derrière cette consultante ? Si nous nous rendons sur [sa page Web officielle](#), allons jeter un œil sur la partie "**supporters**", là nous verrons avec étonnement et stupeur que la consultante diplomatique "**indépendante**" choisie par la Generalitat pour diriger le processus souverainiste est financée par la **Carnegie Corporation**, la **National Endowment of Democracy** (c'est-à-dire, la **NED**, qui revient à dire la "**CIA**") et surtout, par l'**Open Society Foundations** de **George Soros** :



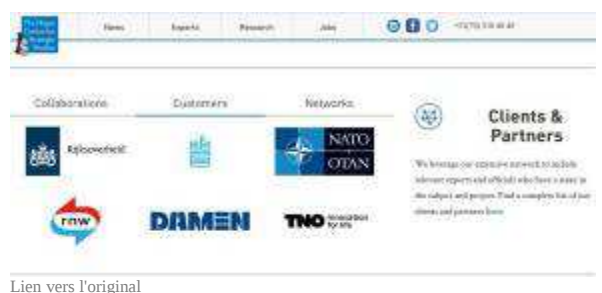
Mais ça n'est pas tout, parce que le 16 septembre dernier, le journal "**El País**" nous informait qu'une mission financée par "**un centre à la Haye**" était arrivée à Barcelone à la requête de la Generalitat pour superviser la transparence durant le référendum du 1 octobre :



Plus bas, "El País" spécifie que ce "centre" est "financé exclusivement" par un think tank hollandais : il s'agit du **The Hague Centre for Strategic Studies**.



Alors, si nous allons sur la page Web de ce "think tank indépendant" nous observons qu'entre ses partenaires principaux se trouve **ni plus ni moins que l'OTAN** :



Quelle est cette obsession qu'a la Generalitat de livrer les aspects les plus délicats de son "Processus indépendantiste" à des entités directement liées à la CIA, à George Soros et à l'OTAN ? Peut-être croit-elle que ces lobbys et think tanks sont si "indépendants" qu'ils le prétendent ?

Il est clair que le fait que l'OTAN regarde d'un bon œil ce qui passe ces jours-ci en Catalogne ne constitue pas une nouveauté. Après avoir parlé de la vague de sympathie et d'indignation que les médias occidentaux ont dirigées vers les souverainistes catalans durant les événements du référendum, l'analyste connu **Tony Cartalucci** pose la question suivante dans l'un de ses derniers travaux pour **Global Research** :

"Cependant, il ne se dit pas grand-chose à propos de quelles peuvent être les implications réelles de l'indépendance catalane. Que feront les hommes politiques de Catalogne en faveur de l'indépendance s'ils obtiennent le succès ? Créeront-ils une Catalogne qui servira les intérêts du peuple ? Ou serviront-ils l'UE et l'OTAN avec plus d'efficacité et d'avidité qu'une Espagne unie n'a jamais pu le faire ?"

Ensuite, Cartalucci cite un rapport de l'**Atlantic Council** (le think tank le plus important et influent de l'OTAN) daté en 2014 et intitulé **"les Implications militaires de la sécession écossaise et catalane"**, qui accueille avec sympathie le mouvement séparatiste catalan et plus encore, le considère "très profitable" pour les intérêts géostratégiques de l'Alliance Atlantique en Méditerranée :

"La Catalogne a 7.3 millions d'habitants et un PIB plus de 300.000 millions de dollars. Son budget de la défense de seulement 1,6 % représente plus de 4,500 millions de dollars par an, ou à peu près le budget du Danemark qui lui, compte des forces armées bien calculées et efficaces. Les plans militaires catalans sont plus imprécis, mais jusqu'à présent, apparaissent surtout dans la marine.

Avec d'excellents ports à Barcelone et à Tarragone, la Catalogne est bien positionnée comme une puissance navale de moindre importance, "avec la Méditerranée comme notre environnement stratégique et l'OTAN comme notre cadre", comme argumente le think tank des nationalistes catalans sur la défense. Les plans approximatifs parlent d'un groupe de sécurité dans le littoral d'une centaine de marins au commencement. Après quelques années, la Catalogne assumerait sa responsabilité comme "acteur principal sur la Méditerranée", avec des avions terrestres de patrouille maritime et de petits combattants de surface. Finalement, l'ambition nationaliste peut inclure un corps expéditionnaire avec une compagnie légère d'assaut et quelques centaines de marines, pour tenir rôle sérieux dans la sécurité collective".

Plus loin, le rapport du Conseil de l'Atlantique conclue catégoriquement que :

"Si le peu de documents qui sont apparus se caractérisent avec précisions, la posture des séparatistes suggère une vision précieuse et rafraîchissante en ce qui concerne la spécialisation de la défense collective : construire une armée de mer qui est comparativement centrée sur l'influence des événements sur terre".

Plus encore, dans une actualisation de ce rapport réalisée ce 2 octobre passé, le propre analyste de l'Atlantic Council déclare le suivant :

"En résumé, bien que les États membres de l'OTAN ne peuvent pas traiter l'éventualité à la légère, j'espère que l'Alliance n'ait à se préoccuper que peu de perdre beaucoup si l'indépendance de la Catalogne se produisait. De fait, il n'y a clairement eu qu'un seul perdant

après les événements du week-end passé : le gouvernement espagnol. Traiter brutalement les gens qui se présentent aux urnes, ce n'est jamais un argument gagnant".

De fait, la propre ANC (qui comme nous avons vu, est la plate-forme principale civique qui est à la tête des protestations favorables au processus indépendantiste en Catalogne), a écrit un rapport en 2014 dans laquelle déjà, elle imaginait une future marine catalane 100 % intégrée dans l'OTAN. Le lien pour le téléchargement de ce rapport n'est malheureusement plus disponible.

La Méditerranée

Un cop assegurat el control de les nostres aigües territorials hem de fer un xalt tant qualitatiu com quantitatiu. Tal com plantejàvem en els anteriors documents, la Mediterrània és el nostre març estratègic. Afortunadament, bona part dels nostres interessos estratègics són compartits pels països de l'Europa mediterrània, cosa que ens permet mancomunat esforços per la defensa col·lectiva, tot estalviant recursos. En l'àmbit marítim concretament, la principal garantia d'estabilitat és la **SNMG2** (Standing NATO Maritime Group 2; anteriorment Standing Naval Force Mediterranean), element de la **NRF** (NATO Response Force). A banda de la capacitat dissuasiva permanent que comporta, en temps de pau la SNMG2 també està capacitada per operacions militars diferents a la guerra (MOOTW: Military Operations Other Than War), com són la lluita contra la pirateria. Aïhora, constitueix d'un marc de cooperació comú per la formació i la millora de la interoperabilitat. En menor mesura, també ens convidaria participar al **SNMCMG2** (Standing NATO Mine Countermeasures Group 2). Les minas, al llarg de la història naval, han representat una amenaça molt seriosa. Encara avui, constitueixen una alternativa atractiva i de baix cost, a l'abast d'estats hostils o grups terroristes. Amb el volum de trànsit marítim de la Mediterrània, cal una garantia per poder contrarestar aquesta amenaça ràpidament en cas de presentar-se. Ara bé, com en totes les institucions internacionals, gaudir dels seus beneficis comporta també obligacions.

Quoi qu'il en soit, l'accolade retentissante aux nationalistes catalans provenant d'un think tank comme l'Atlantic Council, qui a l'habitude d'être le préposé au marquage des desseins de l'OTAN, marque avec clarté quelle sorte de pouvoirs coloniaux sont les plus intéressés à ce qu'il se produise une scission qui, si elle n'est pas bien encadrée dans les jours suivants, peut conduire la société espagnole vers l'abîme.

- Épilogue :

Bien que le spectacle auquel nous assistons en Catalogne soit lamentable par lui-même, ça l'est encore plus de voir une gauche qui essaye de se positionner dans une bataille dans laquelle les deux côtés luttent pour voir qui le quel d'entre eux est le plus servile aux intérêts des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël.

Oui, cette gauche qui applaudit et s'excite à chaque fois que les indépendantistes aboient ce truc de "**Presse espagnole, manipulatrice**", le nouveau cri de guerre des chiots de la "Esquerra Catalana" (Gauche Républicaine de Catalogne) :



[Lien vers l'original](#)

Et ce n'est pas que nous soyons en train de nier que la presse espagnole manipule, pas du tout. Mais nous nous demandons avec une extrême préoccupation pourquoi ces mêmes gens qui s'occupent à critiquer les journalistes espagnols pour leur absence de rigueur et de véracité, **ne font pas la même chose quand c'est leur chère TV3 qui émet de la propagande pro OTAN dans un horaire d'audience maximale**. Par exemple, vous avez ici une capture d'écran d'un documentaire émis par le canal catalan par excellence, assurant que les civils Syriens fuient Alep par la faute des "**Meurtres d'el-Assad**".



[Lien vers l'original](#)

Voici une petite liste de tweets qui durant ces derniers mois ont exprimé leur indignation devant la ligne résolument atlantiste que TV3 montre dans sa politique extérieure :



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)



(Cliquer sur l'image)

Est-ce "cela" que la gauche doit appuyer ? Doit-elle montrer son respect et sa solidarité à un projet initié par des menteurs et des ennemis de la classe ouvrière qui pensent et actent seulement au service des élites globalistes et sionistes ? Sommes-nous donc tous devenus fous ?

Ce que fait la gauche en appuyant le nationalisme catalan c'est aider à instaurer une colonie de l'OTAN, **un nouveau Kosovo en Méditerranée**. Ce que la gauche nomme "régime des 78" n'a jamais été **"la dictature franquiste"**. Si ça avait été cela, l'assassinat du successeur **Carrero Blanco** aux mains de la CIA n'aurait jamais eu de sens,. Ce n'est pas moi qui le dit, **l'URSS l'a dit il y a presque 40 ans** (extrait des archives digitales du journal El País) :



L'objectif de la CIA avec cette opération était de passer d'un État **"allié"** (qui était le statut social de relation existante entre les États-Unis et la dictature franquiste) à un État **"vassal"**, qui est dans celui dans lequel se trouve l'Espagne actuellement. Mais il y a encore un troisième état plus profond de subordination, celui-là de **"colonie"**, qui consiste en ce que les États-Unis et Israël ont imposé au **Kosovo** après avoir balkanisé la Yougoslavie, celui qu'ils sont en train d'imposer au **Kurdistan** et celui qu'ils imposeront demain en **Catalogne** si personne ne remédie à cela.

C'est ça, l'objectif : balkaniser et atomiser les vestiges que conservent encore les États-nations pour imposer une Europe Fédérale au moyen de la création d'États artificiels qui, sans aucune histoire ni passé auquel s'accrocher, livreront leur faible souveraineté aux réseaux du mondialisme oppresseur.

Ce n'est pas un hasard si l'un des instigateurs du Processus, **Raül Romeva**, appartient au **Groupe Spinelli**, qui dans son manifeste plaide ouvertement pour la destruction définitive des États nationaux traditionnels.



(Cliquer sur l'image)

Cela fait deux ans, dans ma première enquête, j'écrivais ces prophétiques paroles :

"Ce qu'il reste de la souveraineté nationale de l'Espagne est en danger. Le "15M" (mouvement social) et les pouvoirs qui le manient ne sont pas partis. C'est une cellule "dormante" qui espère s'activer quand la situation économique en Espagne recommencera à empirer ce qui ne tardera longtemps pas à arriver. Alors tous ceux qui décidons de nous opposer au coup d'État de l'élite fasciste et globaliste serons ses victimes inertes".

Aujourd'hui il s'agit d'une réalité éclatante. Et si nous n'agissons pas maintenant, les conséquences pour la classe ouvrière seront autant imprévisibles qu'elles seront difficiles à éradiquer. Mais il est encore temps. S'il y a le courage, la volonté de surpasser les difficultés, la décision et surtout la conscience de classe, rien n'est impossible. Renverser cette situation n'est pas tâche facile, mais il nous appartient de tenter de le faire.

Je suis **Andréi Kononov**, co-fondateur de "**Colectivo Utopía**". Nous sommes la rébellion de la dissidence incontrôlable.

- FIN DE LA TRADUCTION DE L'ARTICLE -

Texte traduit par **Jean-Luc NEVEU**, membre de l'UPR depuis le lundi 30 janvier 2017, n° d'adhérent : Z073Q.

Autodidacte, j'ai travaillé 29 ans dans le secteur de l'immobilier locatif.

Marié à une catalane d'origine valencienne en 1975 à Barcelone, sous le régime franquiste, j'ai travaillé la même année à Granollers, dans la proche banlieue de Barcelone. Mes enfants y sont nés et j'ai passé la plus part de mes vacances en Catalogne jusqu'au moment de mon divorce en 2005. Je suis donc parfaitement bilingue en espagnol et je maîtrise relativement bien le catalan. Rien de ce qui touche l'Espagne et la Catalogne ne m'est étranger et je mets toute ma connaissance du problème catalan au service de l'UPR.

J'ai de nouveau quitté la France pour la péninsule ibérique en 2008 et j'ai passé 3 ans à Séville où j'ai commencé à créer une entreprise de dépôt-vente moto.

En 2011, je suis tombé très gravement malade et suis revenu vivre à Bordeaux avec ma compagne andalouse.

Je suis désormais placé sous le régime de l'invalidité et vis d'une pension mensuelle d'invalidité.